

Liliane Bettencourt a dissimulé 100 millions d'euros sur des comptes à l'étranger

FRAUDE - L'héritière de L'Oréal conservait cette somme sur une douzaine de comptes en Suisse et à Singapour... Pas si folle que ça la Liliane !

Liliane Bettencourt dissimulait près de 100 millions d'euros sur une douzaine de comptes en Suisse et à Singapour en 2010, année où a éclaté une tentaculaire affaire autour de l'héritière de L'Oréal, a-t-on appris lundi 21 novembre de source proche du dossier.

Liliane Bettencourt et son mari André, décédé en 2007, détenaient douze comptes bancaires domiciliés en Suisse et à Singapour, a expliqué cette source à l'AFP, confirmant des informations révélées par le site d'information Mediapart. Ces comptes étaient crédités de quelque 100 millions d'euros à la fin 2010.

L'affaire Bettencourt a éclaté mi-2010 avec la publication d'enregistrements pirates de conversation entre la milliardaire et son entourage. La fille du fondateur de L'Oréal avait alors dû rapidement annoncer la régularisation fiscale de l'ensemble de ses avoirs.

Les fonds dissimulés étaient plus importants que prévu

Son gestionnaire de fortune de l'époque, Patrice de Maistre, avait reconnu l'existence de deux comptes en Suisse non déclarés d'une valeur totale de 78 millions d'euros. Le cas de l'île d'Arros, aux Seychelles, détenue par la milliardaire via une montage complexe et non déclarée au fisc, avait aussi alimenté la chronique.

La procédure lancée pour régulariser ces avoirs et le contrôle fiscal qui a suivi ont permis de dresser un état des lieux dont il ressort que les comptes et les montants dissimulés étaient plus importants qu'annoncé.

Cinq des six banques abritant les fonds sont suisses

Les comptes étaient abrités par six établissements bancaires, donc cinq en Suisse: la Banque cantonale vaudoise, l'Union des banques suisses, Julius Bär, Hyposwiss, la banque genevoise Baring Brothers. La dernière banque était une succursale de la LGT à Singapour.

Les données bancaires aux mains du fisc français font état de virements et de disparitions de capitaux encore inexpliqués au cours des trois dernières années, selon Mediapart qui a eu accès au rapport de la Direction nationale des vérifications de situations fiscales (DNVSF). La source proche du dossier a confirmé à l'AFP l'existence de ces mouvements de fonds.